

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, le député soulève une objection injustifiée. Je ne pense pas qu'il soit possible d'améliorer le chômage en adoptant des politiques inflationnistes, ce que le gouvernement n'envisage pas de faire mais plutôt, comme actuellement, de suivre une politique expansionniste saine. Je regrette que nous n'ayons pas tout l'appui qu'il conviendrait.

**M. Broadbent:** Le premier ministre suppléant sait-il que pratiquement 70 à 80 p. 100 des économistes canadiens...

**M. l'Orateur:** A l'ordre. La parole est au député de Prince-Albert pour une question supplémentaire.

#### LA QUESTION DU REBLOCAGE DU DOLLAR

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert):** Monsieur l'Orateur, comme introduction à ma question je dirai qu'en aucun cas je n'appuyerais une motion visant à réduire le traitement du ministre des Finances à \$1. Je ne veux pas qu'il serve de bouc émissaire même s'il a suivi en mouton certaines politiques gouvernementales. J'aimerais que le ministre nous dise, compte tenu de toutes les circonstances exposées par le député de Prince Edward-Hastings, et étant donné que c'est le premier anniversaire du déblocage du dollar, si le gouvernement envisage actuellement de le bloquer?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, il m'est vraiment impossible de répondre à cette question à l'heure actuelle. Si le gouvernement prenait une décision à ce sujet, elle serait annoncée de la façon habituelle.

#### L'INFLATION—LE PROJET DE RÉGIE

**M. S. Perry Ryan (Spadina):** Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre suppléant. Comme le président de la Commission des prix et des revenus a admis qu'on examinait divers modes de contrôle, le gouvernement va-t-il déposer ces propositions et les soumettre à l'examen des provinces?

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Non, monsieur l'Orateur. S'il devenait nécessaire d'imposer la régie des prix et des salaires, ce serait parce que la situation obligerait le gouvernement à agir de façon urgente, et dans les circonstances, je pense qu'on ne l'annoncerait pas trop d'avance.

**M. Ryan:** Le premier ministre suppléant croit-il, comme le président de la Commission des prix et des revenus, que l'économie canadienne n'est pas facile à diriger à l'heure actuelle et que...

**M. l'Orateur:** A l'ordre. La question est irrecevable. Je vais autoriser quelques autres questions sur ce sujet mais je le répète, nous devrions après cela passer à un autre

sujet. Pour l'instant, la présidence donne la parole au député de Saint-Jean-Est.

#### L'INFLATION—LA HAUSSE DU TARIF DE TRAVERSÉE NORTH SYDNEY—PORT-AUX-BASQUES ET LA COMMISSION DES PRIX ET DES REVENUS

**M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est):** Monsieur l'Orateur, je pose ma question au premier ministre suppléant, étant donné l'absence du ministre des Transports. Le gouvernement a-t-il approuvé les hausses extravagantes des tarifs de transbordement entre Terre-Neuve et le continent, qui vont être si préjudiciables pour l'économie déjà mal en point de Terre-Neuve?

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, la question devrait s'adresser au ministre des Transports, qui a compétence en la matière et qui sera à la Chambre au début de la semaine prochaine.

**M. McGrath:** Alors, monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre de la Consommation et des Corporations; j'aurai peut-être plus de succès de ce côté-là. La question est sûrement de sa compétence. La Commission des prix et des revenus a-t-elle approuvé les hausses extravagantes des tarifs de transbordement sur les bacs du Canadien National, entre Terre-Neuve et le continent? Sinon, le ministre va-t-il assurer à la Chambre qu'il soumettra la question à la Commission?

**L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur l'Orateur, la Commission des prix et des revenus n'a pas pour fonction d'approuver les hausses ou les structures de tarifs. Je devrai me renseigner pour savoir si elle se préoccupe des tarifs ou des augmentations en question.

#### LE CHÔMAGE ET L'INFLATION—L'URGENCE DE LA QUESTION—LES PROGRAMMES DE PRÉVOYANCE

**M. John Lundrigan (Gander-Twillingate):** Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances dirait-il si le gouvernement peut faire des projections sur le niveau du chômage en mai, s'il a fait ses propres calculs, ce que la Chambre peut attendre, si, de fait, il y a un manifestement d'état d'urgence économique et si, en conséquence et compte tenu de la situation exposée par le député de Prince Edward-Hastings, il rétablira le contrôle des prix et des salaires à l'occasion de l'exposé budgétaire du ministre le 17 ou le 18 juin?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, sauf erreur, on fera un relevé du chômage cette semaine et le rapport ne sera disponible que la deuxième ou la troisième semaine de juin. En ce qui concerne la teneur du budget, bien sûr, le député devra attendre la présentation du document.

**M. Lundrigan:** Une question supplémentaire...